



PRÉFET DU MORBIHAN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE EAU - NATURE ET BIODIVERSITÉ
Unité de gestion des procédures environnementales

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ENREGISTREMENT

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le titre 1^{er}, livre V du Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire);
- Vu** le décret du 10 juillet 2019 nommant M. Patrice Faure, préfet du Morbihan ;
- Vu** l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, renforcé par l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2 et 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;
- Vu** l'arrêté du 26 septembre 2019 réglementant l'usage du feu en vue de la protection des biens et des personnes, de la qualité de l'air et de la protection des forêts, landes et milieux naturels contre l'incendie ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin Loire Bretagne, arrêté sur la période 2016-2021 ;
- Vu** la lettre instruction du Préfet de Région Bretagne du 30 novembre 2010 modifiée ;
- Vu** l'arrêté d'autorisation délivré le 8 novembre 2000 à M. Thomas Bernard domicilié au lieu-dit « Le Landier » Néant sur Yvel pour exploiter à cette adresse un élevage porcin comportant 118 reproducteurs, 120 porcs charcutiers, 360 porcelets et 500 porcs charcutiers, soit 1046 animaux équivalents sur le site « Le Landier » 56430 Tréhorenteuc ;
- Vu** l'arrêté de prescriptions complémentaires délivré le 31 juillet 2007 à la SCEA du Landier dont le siège social se situe au lieu-dit « Le Landier » 56430 Néant sur Yvel pour exploiter un élevage porcin comportant 1046 porcs charcutiers, soit 1046 animaux équivalents dont 500 porcs charcutiers sur le site « le landier » 56430 Tréhorenteuc ;
- Vu** le récépissé de déclaration de succession délivré le 30 juillet 2019 à l'EARL du Landier dont le siège social se situe au lieu-dit « Le Landier » 56430 Néant sur Yvel pour exploiter un élevage porcin comportant 1046 porcs charcutiers soit 1046 animaux équivalents ;

Vu la demande déposée le 26 juillet 2019 et complétée le 9 septembre 2019 par l'EARL du Landier dont le siège social se situe au lieu-dit "Le Landier" 56430 Néant sur Yvel, en vue d'exploiter un élevage porcin devant comporter après augmentation, un effectif de 1998 animaux équivalents au lieu-dit "Le Landier" 56430 Tréhorenteuc ;

Vu les plans joints à la demande susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2019 soumettant à la consultation du public la demande d'enregistrement susvisée ;

Vu l'avis des conseils municipaux des mairies de Campénéac, Néant sur Yvel et Tréhorenteuc ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 30 janvier 2020 ;

Considérant qu'en raison de la modification de la nomenclature intervenue le 27 décembre 2013, l'installation relève désormais du régime de l'enregistrement ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié sont respectées ;

Considérant que les prescriptions liées aux épandages sont respectées ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté prennent en compte les orientations du SDAGE ;

Considérant que la demande ne répond à aucune des causes de basculement de l'article L.512-7-2 du code de l'environnement, puisque le projet n'entre pas dans le cadre d'aucun des trois motifs réglementaires de basculement en procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Les installations de l'EARL du Landier dont le siège social se situe « Le Landier » 56430 Néant sur Yvel, figurant à l'article 2 du présent arrêté, sont enregistrées.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

ARTICLE 2 : NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| RUBRIQUE | CLASSEMENT | ACTIVITE | CAPACITE | SITUATION |
|----------|----------------|--|---|---|
| 2102-1 | Enregistrement | Porcs (installations dont les activités ne sont pas classées au titre de la rubrique 3660 et détenant plus de 450 animaux équivalents) | 1998 porcs charcutiers soit 1998 animaux équivalents | « Le Landier » 56430 Tréhorenteuc |

Article 2.2 : Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur les communes, sections et parcelles suivantes :

| Commune | Lieu dit | Type d'établissement | Section | Parcelle |
|----------------|----------------|----------------------|---------|----------|
| Tréhorenteuc | « Le Landier » | Porcin | A01 | 1483 |
| Néant sur Yvel | « Le Landier » | | ZR | 112 |

ARTICLE 3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 26 juillet 2019 et complétée le 9 septembre 2019.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, au besoin aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 4.1 : Prescriptions des actes précédents

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées.

Dossier de référence pour apprécier les modifications substantielles : dossier ayant donné lieu au présent arrêté d'enregistrement.

Article 4.2 : Arrêté ministériel de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- Arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 modifié applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 5 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de ce présent arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, notamment le programme d'action, le code minier, le code de l'urbanisme, le code du travail...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 : MODALITÉS D'APPLICATION

ARTICLE 6 : PUBLICATION ET AFFICHAGE

En application de l'article R181-44 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tréhorenteuc et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Tréhorenteuc pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer).
- L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des mairies ayant été consultés en application de l'article R.512-46-11.
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 8 : APPLICATION

Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans déposés de l'établissement seront remis au pétitionnaire qui devra toujours les avoir en sa possession, et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 9 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le maire de Tréhorenteuc, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan (inspection des installations classées), sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 17 MARS 2020

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général,


Guillaume QUENET

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Pontivy
- M. le maire de Tréhorenteuc
- M. le directeur départemental de la protection des populations
- EARL du Landier « Le Landier » 56 430 Néant sur Yvel